

La grande misère de la culture belge

Après les tunnels, après le RER, au tour des musées de se déginguler faute d'une gestion correcte des infrastructures.

Il pleut sur la culture belge. Eh non, ceci n'est pas une métaphore. Les toitures percées des Musées royaux d'art et d'histoire laissent s'infiltrer pluie, poussière et... pigeons dans les salles renfermant les trésors du patrimoine. «*Au Musée des instruments de musique, il arrive régulièrement que la porte d'entrée ne s'ouvre plus ou ne se ferme*

plus. A la Porte de Hal, c'est l'ascenseur qui est en panne. A Laeken, la Tour japonaise, le Pavillon chinois et le Musée d'art japonais sont fermés depuis deux ans. Le site est donc abandonné, il a déjà été vandalisé... », énumère Alexandra De Poorter, directrice générale ad interim.

La déginguler des bâtiments n'est pas neuve, mais le délabre-

ment s'est aggravé au fil du temps. Au point qu'aujourd'hui, il y a urgence. A bien des étages, on pointe la responsabilité de la Régie des bâtiments. L'administration veille au patrimoine immobilier de l'Etat sur l'ensemble du territoire : bureaux, prisons, musées, palais de justice... Elle est débordée.

En coulisses, certains s'inter-

rogent sur la dimension politique de la situation, fruit de longues années de sous-investissement. «*Pendant très longtemps, les Musées bruxellois n'intéressaient personne. D'où la situation pourrie. Et maintenant, la N-VA va s'en saisir pour les asphyxier. Et puis les démanteler.* » ■

Dégingule générale aux Musées royaux

► Le manque d'investissements, ces dernières années, se fait sentir.

► Les directeurs tirent la sonnette d'alarme.

Des toitures qui percent, des pigeons qui s'introduisent dans les salles, des sols qui se fendillent... Les maux des Musées royaux d'art et d'histoire ne s'arrêtent pas là (lire ci-contre). «*Soit on investit maintenant pour sauver le patrimoine fédéral. Soit on ne fait rien, on laisse s'écrouler le bazar et on ferme* », résume Alexandra De Poorter, directrice générale ad interim. Laquelle gère d'autres sites, tout aussi malades. «*Au Musée des instruments de musique, il arrive régulièrement que la porte d'entrée ne s'ouvre plus ou ne se ferme plus. A la Porte de Hal, c'est l'ascenseur qui est tout le temps en panne. A Laeken, la Tour japonaise, le Pavillon chinois et le Musée d'art japonais sont fermés depuis deux ans. Nous avons tout vidé et rendu les clés à la Régie des bâtiments, le site est donc abandonné, il a déjà été vandalisé...* »

Aux Musées royaux des Beaux-Arts, l'avis de décrépitude est presque aussi avancé. «*Une équipe télé, venue pour un vernissage, a découvert l'existence de seaux dans certaines salles, et tout le monde en parle. Mais cela n'a rien de neuf, explique Michel Draguet, directeur général. La Régie vient régulièrement réparer les verrières.* » Un constat que confirme Françoise Ro-

berts-Jones, cheffe de la section Peintures anciennes jusqu'en 1998. «*Nous avons toujours eu des problèmes d'infiltration. Je me souviens qu'en 1974, quand on a inauguré les extensions aujourd'hui fermées, on a dû mettre des seaux à l'étage des XV^e et XVI^e siècles, parce que cela gouttait un peu.* »

« Nous ne pouvons pas tout faire en même temps »

Si les bâtiments «*abritant* » le patrimoine artistique fédéral présentent depuis longtemps des signes d'usure, tous nos interlocuteurs s'accordent pour dire que le délabrement s'est aggravé au fil du temps. Au point qu'aujourd'hui, il y a urgence. A qui la faute ? Comment colmater les brèches ? Les avis divergent.

Au gouvernement fédéral, c'est Elke Sleurs (N-VA) qui a la tutelle sur les institutions scientifiques fédérales. «*Nous déplorons ce qui se passe dans les Musées, explique la porte-parole de la secrétaire d'Etat. Mais on parle ici de travaux de rénovation structurels, qui sont de la responsabilité de la Régie des bâtiments.* » Laquelle est sous la tutelle de Jan Jambon. «*Nous avons demandé à la Régie de trouver des solutions à court terme pour les problèmes urgents et de nous donner un état des lieux pour chaque musée* », précise-t-on au cabinet du vice-Premier N-VA. «*Nous sommes parfaitement au courant des problèmes d'infiltration aux Musées des Beaux-Arts et d'art et d'histoire, souligne Laurent Vrijdaghs, administrateur général de la Régie. Nous intervenons en urgence*

lorsque c'est nécessaire, nous réparons au cas par cas. » Quid de travaux structurels ? «*Pour le Cinquantenaire, nous allons lancer une étude, qui doit nous permettre d'établir un masterplan de l'ensemble des travaux à effectuer.* » Rien n'est en revanche inscrit, au budget 2016, pour les Musées des Beaux-Arts, hormis quelques réparations (lire ci-contre).

Etrange ? «*Nous ne pouvons pas tout faire en même temps* », argumente Laurent Vrijdaghs. Un argument que lui concèdent volontiers plusieurs de nos interlocuteurs. Pour rappel, la Régie veille au patrimoine immobilier de l'Etat sur l'ensemble du territoire : bureaux, prisons, musées, palais de justice... Son budget a certes été revu à la hausse (150 millions en 2016 contre 100 en 2015) et 150 recrutements sont annoncés. Bien insuffisant vu l'ampleur des chantiers attendus : 20 à 30 millions pour la réfection de la verrière rue de la Régence, 15 à 20 millions pour la rénovation des «*extensions* » fermées aux Beaux-Arts, 100 à 200 millions pour la remise en état de l'ensemble du site du Cinquantenaire... Sans compter les besoins criants de la Justice, pour ne citer qu'un autre département. «*Nous établissons des priorités* », commente laconiquement le patron de la Régie.

« Une stratégie d'asphyxie »

En coulisses, les langues se délient plus volontiers. D'aucuns pointent les atermoiements des musées eux-mêmes. «*C'est bien beau de prévoir des travaux exté-*

rieurs, mais ils doivent aller de pair avec une vision claire de la présentation des collections. Cela n'a pas toujours été le cas. » D'autres y voient le fruit de longues années de sous-investissement. «*Pendant très longtemps, les musées bruxellois n'intéressaient personne. D'où la situation pourrie. Et maintenant, la N-VA va s'en saisir pour les asphyxier. Et puis les démanteler.* » Une crainte exprimée par plusieurs

de nos interlocuteurs, mais pas tous. «*Je suis peut-être naïve, intervient Alexandra De Poorter. Mais je pense que le cabinet Sleurs et la Régie font du Cinquantenaire une priorité.* » Et d'en vouloir pour preuve ces 500.000 euros débloqués par la secrétaire d'Etat pour le projet Wolfers – il s'agit de recréer le magasin du joaillier afin d'y présenter les collections d'objets d'intérieur des XVIII^e/XX^e siècles. Il faut dire qu'il y a urgence, sous peine de voir l'une des rares collaborations avec le privé s'effondrer : le Fonds Inbev-Baillet Latour a donné à cette fin 1,5 million d'euros... en 2008. «*Et aucune salle n'est encore ouverte* », déplore la directrice ad interim. Cette enveloppe exceptionnelle, ainsi que la tenue d'une réunion avec tous les intervenants fin février, «*pour fixer un planning concret des grands travaux* », rassure quelque peu Alexandra De Poorter «*quant à la bonne volonté* » des différents intervenants. Un avis que ne partage pas Michel Draguet, qui se dit «*très inquiet* » pour l'avenir du patrimoine fédéral. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

BUDGET**Des montants éparpillés**

Au budget 2016, les onze institutions scientifiques fédérales (les Musées, l'IRM, l'Observatoire...) pèsent 114 millions. Dont 64 consacrés aux frais de personnel. Le solde est ventilé en dotations à chaque établissement ainsi qu'en subventions pour des projets spécifiques.

Les travaux de rénovation sont, eux, à charge de la Régie des bâtiments. Laquelle a programmé une série de dépenses en 2016 pour les Musées royaux. Pour le site du Cinquantenaire : 180.000 euros pour la réparation de deux toitures, 280.000 euros pour des répa-

rations (sois, murs) dans la salle Wolfers, 60.000 euros pour la rénovation de la coupole à l'entrée, 250.000 euros pour une étude destinée à élaborer un masterplan des travaux structurels. Pour les Musées des Beaux-Arts : 5.000 euros pour des réparations d'urgence dans la salle Rubens, 300.000 euros pour rénover des toitures, 350.000 euros pour l'éclairage.

A noter que, dans l'accord Beliris (l'enveloppe fédérale servant à financer des projets liés au statut de capitale de Bruxelles), 30 millions sont pour l'heure prévus pour les musées fédéraux, sur la période 2016-2017. Si l'affectation de cette somme n'est pas mentionnée, certaines sources évoquent le Cinquantenaire comme bénéficiaire.

V.L.A.

mécénat d'entreprise Pourquoi la pratique coince en Belgique

L'image a marqué les esprits : des seaux éparpillés un peu partout dans la salle Rubens (!) des Beaux-Arts à Bruxelles. En cause : un toit bourré de fuites et des infrastructures, en général, mal entretenues. Pourtant, ailleurs en Europe, de célèbres musées tiennent debout grâce au mécénat d'entreprise. Ce soutien privé existe-t-il chez nous ? Oui. Mais il n'est pas vraiment « monnaie courante », tant pour des raisons fiscales que culturelles, justement.

Cadre fiscal inexistant

Chez Prométhéa, ASBL qui facilite le développement du mécénat d'entreprise, on est unanime : si l'on veut que plus d'entreprises soutiennent notre patrimoine culturel (très riche pour un si

petit territoire, ce qui ne simplifie pas les choses), il faut d'abord mettre en place de vrais incitants fiscaux. « En France, les entreprises financent largement musées et autres institutions. Tout simplement parce qu'il y a quelques années, un cadre fiscal très encourageant a été instauré », constate Benoît Provost, directeur de l'association.

Concrètement, chez nous, ce

type d'investissements est déductible jusqu'à 500.000 euros par an. C'est peu lorsque l'on sait que financer une exposition coûte déjà plusieurs millions. Très peu quand on parle de rénover un bâtiment classé. Notons également que seulement 2.000 institutions dans le pays, tous domaines confondus - de l'association sportive à celle d'aide à la jeunesse - bénéficient de l'agrément fiscal nécessaire à la déductibilité.

Mélange public-privé compliqué

Au-delà d'une incitation financière, il faudra bien sûr vendre au mécène un projet séduisant. Et facile d'accès. Deux choses parfois compliquées lorsque l'on envisage nos musées fédéraux. « Nous sommes une entreprise, mais nous fonctionnons comme un service public. Cela peut envoyer un mauvais signal », explique la responsable communication des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique, Isabelle Bastiais.

En d'autres mots, si l'on décide par exemple de moderniser un bâtiment, le projet de rénovation passera par un ca-

hier des charges, un appel d'offres... et des démarches parfois bien trop longues et trop compliquées pour l'entreprise qui souhaiterait y investir de l'argent. Sans parler du chevauchement entre couches de compétence fédérales et régionales.

Pour Prométhéa, c'est un frein surmontable, la clé se trouvant surtout « dans la capacité de l'institution culturelle à proposer un beau projet à l'entreprise ». Ce qui peut s'avérer également compliqué au sein de certaines struc-

tures. Pas en raison du manque de richesse ou d'intérêt des collections, mais plutôt en raison du manque de moyens humains. Aux Musées royaux des Beaux-Arts, on vient à peine de mettre sur pied une cellule dédiée au mécénat - « Avant, on s'y intéressait entre la soupe et les patates ». Mais seulement une personne y a été réaffectée, et cette dernière est assistée par un bénévole.

Résultat : illustrer la pratique avec un bon cas d'école reste compliqué en Belgique. Seule exception qui vient confirmer la règle : le musée Magritte. Le projet est un vrai succès public et le résultat d'une belle harmonie entre fédéral, Régie des bâtiments et Engie (ex-Suez). Presque surréaliste. ■

AMANDINE CLOOT

dégâts Des trous assez grands pour un pigeon

Le temps morose de cette semaine de carnaval pousse plusieurs familles à se réfugier dans les musées bruxellois. Qui les accueillent dans des conditions parfois précaires.

C'est le cas des Musées royaux d'art et d'histoire. Les problèmes de fuites et d'infiltration des eaux y sont récurrents et connus des visiteurs et du personnel depuis plusieurs années. « Nous sommes vigilants et maintenant très bien préparés », nous confie Ann Calluy, chargée de communication. Le problème s'étend à différentes salles, couloirs et même certaines réserves en sous-sol. Plusieurs salles sont d'ailleurs fer-

mées depuis longtemps. Une aile destinée à accueillir un nouveau circuit, dont la scénographie est financée par un sponsor privé, attend la rénovation de son toit depuis 2013. Tant que le toit n'est pas réparé, le circuit ne peut pas être installé et le musée craint de perdre son sponsor. Un enjeu de taille, tout comme les trous dans le plafond de la salle, assez grands pour laisser entrer un pigeon.

« L'intervention de la Régie des bâtiments est primordiale », selon Ann Calluy. Le musée veut procéder par étapes, pour la rénovation et l'installation du circuit, et espère ouvrir la pre-

mière salle début 2017. Mais cette salle n'est que la partie émergée de l'iceberg. Apparue le long d'un bâtiment il y a quelques jours, une plage de sable est remontée des fondations du musée. Suite aux fortes pluies, le risque d'effondrement est présent. Et les autres exemples sont nombreux. Certaines pièces ne sont pas construites sur des chapas de béton et le sol prend parfois une couleur brunâtre. D'autres, situées en sous-sol, sont carrément inondées. Cette situation est « très impressionnante et très inquiétante », selon Alexandra De Poorter, directrice du musée.

Le Musée royal de l'armée n'est pas en reste puisque, en plus des rénovations du hall d'entrée (pour des raisons d'ordre pratique), il doit faire face à quelques dégâts liés aux intempéries. Les visiteurs entrent maintenant via le hall du Musée de l'air et découvrent cette énorme verrière glaciale parce qu'impossible à chauffer. Contrairement à l'Autoworld, cette partie du Musée de l'armée n'a jamais été isolée. Le bâtiment, construit dans les années 1880, n'a connu que de rares rénovations depuis.

C'est le cas de la façade ouest du hall aviation, qui a été re-

peinte et dont les vitres ont été changées il y a quelques années déjà. Mais dans le toit, certaines vitres brisées permettent au froid, à la poussière et à quelques gouttes de pénétrer à l'intérieur. Pas la meilleure façon d'atteindre l'objectif premier d'un musée : conserver et présenter le patrimoine au public. La pluie fait partie intégrante du musée. Le toit de verre, de zinc et de bois fait résonner le son des gouttes dans l'ensemble des verreries. Et lors-

qu'il se met à pleuvoir, l'eau entre dans le bâtiment puisque les canalisations se trouvent à l'intérieur du musée.

Plus récemment, la pluie s'est invitée dans la salle d'exposition « 14-18 » via un autre chemin. Au début du mois, un débordement des corniches se trouvant sur le toit de la salle d'exposition a provoqué l'infiltration de l'eau le long des murs et des fuites du plafond jusque sur les canons de la Première Guerre mondiale. Trop encombrants et difficiles à transporter, les ca-

nons ont été bâchés et quelques seaux témoignent encore aujourd'hui de cet incident.

« Toutes les salles restent accessibles tant qu'il n'y a pas de danger pour les visiteurs », a affirmé Walter Minnaert, architecte travaillant au musée depuis vingt-sept ans. Ce n'est pas le cas des arcades, qui sont fermées jusqu'à la fin du mois de février suite aux intempéries et à une panne d'ascenseur. La situation n'est pas dramatique selon l'architecte : « Il faut être réaliste, les bâtiments sont vieux et la surface est énorme.

Les travaux ne dépendent pas de nous puisque tout est classé, et les démarches prennent énormément de temps. Jusqu'ici, ça va relativement bien, même si ça pourrait être mieux. »

En effet, les peintures sont défraîchies, des moisissures apparaissent sur certains murs et la poussière est palpable dans l'air. La vétusté des lieux n'a pourtant pas empêché plus de 170.000 visiteurs de fouler les sols et d'arpenter les 30.000 mètres carrés d'exposition en 2015. ■

AMBRE WESEL (st.)

ANALYSE

Trou d'air au Cinquantenaire

A Bruxelles, le Cinquantenaire est l'un des pôles muséaux les plus importants au monde. Ses bâtiments érigés à la gloire des 50 ans de l'indépendance du pays ont été rehaussés d'arcades pour célébrer les 75 ans de la Belgique. Ils abritent notamment les collections des Musées royaux d'art et d'histoire et du Musée royal de l'armée : un patrimoine exceptionnel dont on vient pourtant à douter de l'avenir ou, à tout le moins, de la

volonté politique de maintenir l'unicité des collections. L'évolution du Musée royal de l'armée est emblématique de cette déglincée progressive. Par la richesse et la qualité de ses pièces, c'est l'un des trois musées d'histoire militaire les plus prestigieux d'Europe. Les experts estimeraient la valeur de l'ensemble de ses collections à plus de 2 milliards d'euros. Mais les murs sont vétustes. Le bâtiment principal n'a jamais été rénové en profondeur. L'immense verrière de la section Air et espace ne compte plus les carreaux brisés.

Plutôt que de planifier une rénovation en profondeur, on réfléchit à la possibilité d'une dispersion des trésors. Les blindés pourraient être déplacés au Tank museum de Brasschaat, la commune du ministre N-VA Jan Jambon. Et si les 400 véhicules n'entrent pas tous à Brasschaat, un musée à venir accueillerait le solde à Bourg-Léopold, une ancienne base historique de l'armée belge, située dans la commune de Wouter Beeke, président du CD&V. Quant aux avions, le ministre N-VA de la Défense, Steven Vandeput, dont dépend le budget du Musée royal de l'ar-

mée, affirmait récemment que, même si le bâtiment était rénové, une partie des collections pourrait s'envoler vers l'ancienne base aérienne de Coxyde. En réaction, le ministre wallon René Collin (CDH), rappelait que si ce patrimoine devait quitter Bruxelles, quelques appareils seraient bienvenus à l'Historical center de Beauvechain. De part et d'autre de la frontière linguistique, la tentation grandit de ne plus voir dans le Cinquantenaire qu'une vitrine aux bonnes affaires où l'on solderait l'histoire de Belgique.

DANIEL COUVREUR